

**Pièces jointes au dossier de demande
d'enregistrement d'une installation
classée pour la protection de
l'environnement**

PIECE JOINTE N° 12

**Compatibilité avec plans, schémas,
programmes**

Rubrique 2781 1.

Version 2
19/07/2019

METHAFLANDRES



Demandeur :
METHAFLANDRES
3422 Steen Straete
59470 WORMHOUT



Etablissement faisant l'objet de la demande :
METHAFLANDRES
6236 Steen Straete
59470 WORMHOUT

SOMMAIRE

1. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE (SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)	3
2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE (SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)	5
3. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS	7
4. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PROGRAMMES D' ACTIONS POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE	9
5. ANNEXES	10

1. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE (SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SDAGE**) du bassin **Artois-Picardie**, institué par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, a été approuvé, dans sa dernière version, par arrêté ministériel du 23 novembre 2015. Il couvre la période 2016 à 2021.

Le SDAGE fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et des objectifs de qualité et de quantité des eaux (article L212-1 du code de l'environnement).

Il décrit l'état des lieux du bassin, et fixe en conséquence des objectifs, des orientations et un programme de mesures à entreprendre.

Les orientations fondamentales, ou enjeux, du SDAGE du bassin Artois-Picardie sont :

- Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour chacune des orientations, le SDAGE précise des dispositions à mettre en œuvre.

Le détail des orientations et des dispositions du SDAGE est présenté en annexe 1.

Les orientations et dispositions du SDAGE concernant le projet sont présentées ci-après, avec les mesures prises dans le projet conformément à ces orientations :

Enjeu / Orientation du SDAGE du bassin Artois- Picardie	Disposition	Mesures prévues dans le projet
Enjeu A: Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques		
Orientation A-1 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux		Pas de rejets d'eaux usées.
Orientation A-3 Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	Disposition A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Plan d'épandage du digestat.
Orientation A-9 Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Disposition A-9.3 Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	Implantation en dehors de zone humide.
Enjeu B: Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante		
Orientation B-3 Inciter aux économies d'eau	Disposition B-3.1 Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Récupération d'eaux pluviales de toiture pour des lavages de matériels.
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations		
Orientation C-2 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	Disposition C-2.1 Ne pas aggraver les risques d'inondations	Tamponnement du rejet des eaux pluviales.

On constate la compatibilité du projet avec les prescriptions du SDAGE du bassin Artois-Picardie.

2. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SAGE (SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX)

A l'intérieur du bassin couvert par un SDAGE, des SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) sont élaborés à une échelle plus locale (bassin versant d'une rivière, système aquifère, etc...), lorsque cela est nécessaire, par une Commission Locale de l'Eau.

L'établissement se situe dans le périmètre du **SAGE de l'Yser**.

Ce SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral du 30/11/2016.

Le plan d'actions du SAGE de l'Yser identifie 5 thématiques, pour lesquelles sont définies les actions à mener :

- THÉMATIQUE 1 : PRÉSERVER LES BIENS ET LES PERSONNES DU RISQUE D'INONDATION
- THÉMATIQUE 2 : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU DE L'YSER ET DE SES AFFLUENTS
- THÉMATIQUE 3 : RESTAURER LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENIR LES ÉTIAGES
- THÉMATIQUE 4 : DÉVELOPPER LES RELATIONS TRANSFRONTALIÈRES (INTER-SAGE ET FRANCO-BELGES) POUR UNE GESTION ÉQUILIBRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU
- THÉMATIQUE 5 : COMMUNIQUER, SENSIBILISER AUTOUR DE LA MISE EN OEUVRE DU SAGE

Le règlement du SAGE de l'Yser comporte 5 règles, sur 4 thèmes :

- Gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau

Règle 1 : Rejets de substances déclassantes

Règle 2 : Autorisations de déversement

- Assurer la continuité écologique des cours d'eau

Règle 3

- Préserver les zones humides et les milieux aquatiques

Règle 4

- La gestion des eaux pluviales

Règle 5

Le détail du plan d'actions et du règlement du SAGE est présenté dans un document joint en annexe 2.

Les thématiques et actions du programme d'actions du SAGE concernant le projet sont présentées ci-après, avec les mesures prises dans le projet conformément à ce programme d'actions :

ACTIONS DU SAGE DE L'YSER	MESURES PRISES DANS LE PROJET
THÉMATIQUE 1 : PRÉSERVER LES BIENS ET LES PERSONNES DU RISQUE D'INONDATION	Implantation en dehors de zones inondables. Tamponnement du rejet des eaux pluviales.
THÉMATIQUE 2 : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU DE L'YSER ET DE SES AFFLUENTS	
B.10. RÉDUIRE L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES EN AGRICULTURE	Pas d'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien du site.
B.11. OPTIMISER LA FERTILISATION DES SOLS	Plan d'épandage du digestat.
B.15. PROMOUVOIR UN USAGE EFFICACE, ÉCONOME ET DURABLE DE LA RESSOURCE EN EAU DANS LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET ARTISANALES	Utilisation d'eau limitée : 500 m ³ /an. Récupération d'eaux pluviales de toiture pour des lavages de matériel.
THÉMATIQUE 3 : RESTAURER LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENIR LES ÉTIAGES	
C.2. FAVORISER LA RÉHABILITATION ET L'ENTRETIEN DES RÉSEAUX DE MARES IDENTIFIÉS COMME PRIORITAIRES	Implantation à l'écart de mares.
C.4. PRÉSERVER ET RESTAURER LES ZONES HUMIDES	Implantation à l'écart de zones humides.

Les thèmes ou règles du règlement du SAGE concernant le projet sont présentés ci-après, avec les mesures prises dans le projet conformément à ce règlement :

REGLE DU SAGE DE L'YSER	MESURES PRISES DANS LE PROJET
A. Gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau	Absence de rejet d'eaux résiduaires.
C. Préserver les zones humides et les milieux aquatiques	Implantation à l'écart de zones humides et de cours d'eau. Epandage du digestat dans le cadre d'un plan d'épandage.
D. La gestion des eaux pluviales	Tamponnement du rejet des eaux pluviales : débit de fuite 2 L par s et par ha, période de retour 20 ans

On constate la compatibilité du projet avec les dispositions et le règlement du SAGE de l'Yser.

3. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du Nord a été approuvé par arrêté préfectoral du 12 novembre 2001.

Les objectifs du plan sont fixés aux horizons 2015 et 2020.

Les lignes directrices sont :

- La préservation des ressources naturelles (afin de réduire l'empreinte écologique globale) en s'appuyant notamment sur la tarification incitative, la mise en œuvre d'une politique de prévention et l'implication directe du consommateur :
- .réduction des quantités et de la nocivité des déchets (- 10 % d'ordures ménagères au sens usuel d'ici à 2020),
- .augmentation des tonnages recyclés (matière et organique) de près de 30 % d'ici à 2020 ;
- La préservation de la qualité des matières organiques issues des déchets (compost, digestat, boues...) ; à cet égard, le plan recommande fortement aux EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) de ne pas produire de compost à partir d'ordures ménagères brutes ;
- L'optimisation des filières de traitement (afin d'en minimiser les impacts) :
- .amélioration de l'efficacité énergétique des procédés de traitement,
- .diminution des quantités de matières organiques partant en incinération et en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND),
- .augmentation de l'efficacité des centres de tri ;
- La réduction des impacts des transports routiers liés à la collecte et au traitement des déchets (réduction des distances et/ou des impacts au km) ;
- La création d'emplois nouveaux, associant contrats en CDD ou en CDI et contrats d'insertion ;
- La maîtrise des coûts à la charge des usagers.

Le plan contient des recommandations pour les déchets non ménagers (DNM).

Les prescriptions du plan ne sont pas opposables aux producteurs de DNM collectés hors du service public. Pour les DNM collectés par des prestataires privés, les recommandations du plan concernent à la fois les producteurs de déchets (administrations, institutions, entreprises,...) et les communes et EPCI, qui collectent et traitent une partie de ces déchets. Les objectifs du plan, en cohérence avec les objectifs fixés pour les déchets du service public, sont les suivants :

- Le renforcement de l'information dans les entreprises (industrielles, artisanales, commerciales et agricoles) et les établissements publics, en s'appuyant sur la révision de la TGAP, sur :
- .la réduction à la source,
- .le développement des collectes sélectives (déchets dangereux diffus et non dangereux) ;
- L'harmonisation des conditions d'accès des entreprises et agriculteurs en déchèterie ;
- La meilleure connaissance des Déchets Non Ménagers (DNM) ;
- L'application drastique de la circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics, étendue à tous les établissements publics du Nord ;
- Le développement d'une offre de service supplémentaire pour les déchets organiques auprès de la grande distribution et de la restauration collective ;
- La promotion de la création de déchèteries dédiées aux professionnels, si le besoin est identifié ;

- L'accompagnement au développement de nouvelles filières de recyclage (nouveaux matériaux issus de déchets) ;
- L'appui technique et organisationnel pour la gestion collective des déchets des entreprises, notamment pour les Très Petites Entreprises (TPE) et le secteur agricole ;
- L'instauration de la redevance spéciale, obligatoire depuis le 1er janvier 1993, auprès de tous les producteurs non ménagers, dès lors que les déchets de ces producteurs sont collectés dans le cadre du service public.

La compatibilité du projet au PDEDMA du Nord est assurée par :

l'absence de déchets générés par les procédés mis en œuvre : l'ensemble des matières premières traitées est valorisé sous la forme de biométhane et de digestat.

Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels et des Déchets de Soins à Risques (PREDIS) de la région Nord Pas-de-Calais a été adopté le 2 février 1996.

La compatibilité du projet au PREDIS est assurée par :

la gestion des déchets dangereux générés lors de la maintenance de certains équipements (huiles usagées, ...). Ces déchets sont dirigés vers des filières spécifiques adaptées, avec bordereau de suivi.

Nota : Les plans existants relatifs aux déchets seront remplacés prochainement par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets.

4. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PROGRAMMES D' ACTIONS POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE

La directive 91/676/CEE du Conseil vise à protéger les eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole grâce à plusieurs mesures dont la mise en œuvre incombe aux États membres: surveillance des eaux superficielles et souterraines; inventaire des eaux polluées ou susceptibles de l'être; désignation de zones vulnérables; élaboration de codes de bonnes pratiques agricoles et de programmes d'action, et réexamen au moins tous les quatre ans de la désignation des zones vulnérables et des programmes d'action.

L'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en Hauts-de-France a été signé le 30 août 2018. Il renforce certaines mesures du plan d'actions national, pour les adapter aux spécificités régionales.

L'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Artois-Picardie, en date du 18 novembre 2016 et complété le 23 décembre 2016, portant sur la désignation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Artois-Picardie définit la totalité de la commune de Wormhout en zone vulnérable.

Le digestat sera utilisé pour la fertilisation des terres agricoles dans le cadre d'un plan d'épandage : voir en pièce jointe n° 18. Le plan d'épandage prend notamment en compte le calcul des apports d'azote dans le respect de l'arrêté du 30 août 2018 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de la fertilisation azotée pour la région Hauts de France.

On constate donc la compatibilité du projet avec ce programme d'actions.

5. ANNEXES

Annexe 1 : SDAGE du bassin Artois-Picardie : détail des dispositions

Annexe 2 : SAGE de l'Yser : détail du programme d'actions et du règlement

Annexe 1

SDAGE du bassin Artois-Picardie : détail des dispositions

SDAGE ARTOIS-PICARDIE

Enjeu / Orientation du SDAGE du Bassin Artois-Picardie	Disposition
Enjeu A: Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques	
Orientation A-1 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	Disposition A-1.1 Adapter les rejets à l'objectif de bon état Disposition A-1.2 Améliorer l'assainissement non collectif Disposition A-1.3 Améliorer les réseaux de collecte
Orientation A-2 Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)	Disposition A-2.1 Gérer les eaux pluviales Disposition A-2.2 Réaliser les zonages pluviaux
Orientation A-3 Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	Disposition A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates Disposition A-3.2 Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE Disposition A-3.3 Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates
Orientation A-4 Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer	Disposition A-4.1 Limiter l'impact des réseaux de drainage Disposition A-4.2 Gérer les fossés Disposition A-4.3 Limiter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage
Orientation A-5 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	Disposition A-5.1 Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques Disposition A-5.2 Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif Disposition A-5.3 Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques Disposition A-5.4 Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau Disposition A-5.5 Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux Disposition A-5.6 Définir les caractéristiques des cours d'eau Disposition A-5.7 Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau

Enjeu / Orientation du SDAGE du Bassin Artois-Picardie	Disposition
Orientation A-6 Assurer la continuité écologique et sédimentaire	Disposition A-6.1 Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale Disposition A-6.2 Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau Disposition A-6.3 Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs Disposition A-6.4 Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles
Orientation A-7 Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	Disposition A-7.1 Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques Disposition A-7.2 Limiter la prolifération d'espèces invasives Disposition A-7.3 Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau
Orientation A-8 Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière	Disposition A-8.1 Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières Disposition A-8.2 Remettre les carrières en état après exploitation Disposition A-8.3 Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance
Orientation A-9 Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Disposition A-9.1 Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau Disposition A-9.2 Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme Disposition A-9.3 Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau Disposition A-9.4 Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE Disposition A-9.5 Gérer les zones humides
Orientation A-10 Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	Disposition A-10.1 Améliorer la connaissance des micropolluants
Orientation A-11 Promouvoir les actions à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	Disposition A-11.1 Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité du milieu naturel Disposition A-11.2 Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations Disposition A-11.3 Eviter d'utiliser des produits toxiques Disposition A-11.4 Réduire à la source les rejets de substances dangereuses Disposition A-11.5 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO Disposition A-11.6 Se prémunir contre les pollutions accidentelles Disposition A-11.7 Caractériser les sédiments avant tout curage Disposition A-11.8 Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides dans le cadre de la concertation avec les SAGE

Enjeu / Orientation du SDAGE du Bassin Artois-Picardie	Disposition
Orientation A-12 Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués	
Enjeu B: Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante	
Orientation B-1 Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	Disposition B-1.1 Préserver les aires d'alimentation des captages Disposition B-1.2 Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires Disposition B-1.3 Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir Disposition B-1.4 Etablir des contrats de ressources Disposition B-1.5 Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages Disposition B-1.6 En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée Disposition B-1.7 Maîtriser l'exploitation du gaz de couche
Orientation B-2 Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau	Disposition B-2.1 Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères Disposition B-2.2 Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place
Orientation B-3 Inciter aux économies d'eau	Disposition B-3.1 Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible
Orientation B-4 Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères	Disposition B-4.1 Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse
Orientation B-5 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable	Disposition B-5.1 Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution
Orientation B-6 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères	Disposition B-6.1 Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers Disposition B-6.2 Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations	
Orientation C-1 Limiter les dommages liés aux inondations	Disposition C-1.1 Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies Disposition C-1.2 Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues
Orientation C-2 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	Disposition C-2.1 Ne pas aggraver les risques d'inondations
Orientation C-3 Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	Disposition C-3.1 Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants

Enjeu / Orientation du SDAGE du Bassin Artois-Picardie	Disposition
Orientation C-4 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	Disposition C-4.1 Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme
Enjeu D : Protéger le milieu marin	
Orientation D-1 Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées (document d'accompagnement numéro 1)	Disposition D-1.1 Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles Disposition D-1.2 Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles
Orientation D-2 Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture	
Orientation D-3 Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	Disposition D-3.1 Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement
Orientation D-4 Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux	Disposition D-4.1 Réduire les pollutions issues des installations portuaires
Orientation D-5 Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin	Disposition D-5.1 Mesurer les flux de nutriments à la mer
Orientation D-6 Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	Disposition D-6.1 Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral Disposition D-6.2 Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins Disposition D-6.3 Réduire les quantités de macro-déchets en mer et sur le littoral
Orientation D-7 Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage	Disposition D-7.1 Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires Disposition D-7.2 S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau	
Orientation E-1 Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE	Disposition E-1.1 Faire un rapport annuel des actions des SAGE Disposition E-1.2 Développer les approches inter SAGE Disposition E-1.3 Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE

Enjeu / Orientation du SDAGE du Bassin Artois-Picardie	Disposition
Orientation E-2 Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE. L'autorité administrative favorise l'émergence de maîtres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines »	Disposition E-2.1 Mettre en place la compétence GEMAPI Disposition E-2.2 Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI
Orientation E-3 Former, informer et sensibiliser	Disposition E-3.1 Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau
Orientation E-4 Adapter, développer et rationaliser la connaissance	Disposition E-4.1 Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau
Orientation E-5 Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs	Disposition E-5.1 Développer les outils économiques d'aide à la décision

Annexe 2

SAGE de l'Yser : détail du programme d'actions et du règlement

PROGRAMME D'ACTIONS DU SAGE DE L'YSER

ACTIONS DU SAGE DE L'YSER
THÉMATIQUE 1 : PRÉSERVER LES BIENS ET LES PERSONNES DU RISQUE D'INONDATION
A.1. METTRE EN ŒUVRE LE PAPI D'INTENTION DE L'YSER Afin de définir la stratégie d'interventions du territoire, des études complémentaires s'avèrent nécessaires, notamment en ce qui concerne l'analyse des coûts et bénéfices des scénarios d'aménagement à venir.
A.2. METTRE EN ŒUVRE LE PAPI COMPLET DE L'YSER Développer la conscience du risque et prévenir les inondations (aménagements d'hydraulique douce et d'hydraulique structurante) pour protéger les biens et les personnes du territoire.
A.3. ACCOMPAGNER L'AMÉLIORATION DES PRATIQUES AGRONOMIQUES ET FACILITER LA CRÉATION D'AMÉNAGEMENTS D'HYDRAULIQUE DOUCE Promouvoir la création d'aménagements d'hydraulique douce en zone agricole et conseiller la profession sur l'adaptation des pratiques agronomiques.
A.4. ÉLABORER DES ZONAGES PLUVIAUX Les collectivités territoriales réalisent un zonage pluvial.
A.5. RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ Faire équiper les particuliers en dispositifs de protection individuelle.
A.6. RESTAURER DES MÉANDRES À L'AVAL DE L'YSER Les collectivités territoriales et leurs groupements réalisent les études complémentaires et organisent la veille foncière afin de restaurer des méandres sur la partie aval de l'Yser.
THÉMATIQUE 2 : AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU DE L'YSER ET DE SES AFFLUENTS
B.1. METTRE EN PLACE DES DISPOSITIFS D'AUTO-SURVEILLANCE DES DÉVERSOIRS D'ORAGE Les collectivités territoriales et leurs groupements sont dans l'obligation de pourvoir leurs déversoirs d'orages de dispositifs d'auto-surveillance.
B.2. DIAGNOSTIQUER LES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT ET INVENTORIER LES REJETS DIRECTS AU MILIEU NATUREL Les collectivités territoriales et leurs groupements veillent à réaliser une étude de diagnostic des réseaux et à améliorer la collecte sur les réseaux d'assainissement.
B.3 AMÉLIORER LE TAUX DE RACCORDEMENT ET DE DESSERTE DES SECTEURS ZONÉS EN ASSAINISSEMENT COLLECTIF Les habitations desservies par l'assainissement collectif sont dans l'obligation de se raccorder dans les deux ans suivant le passage du réseau d'assainissement.
B.4. AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC) Les SPANC finalisent les diagnostics de fonctionnement des ANC. Ils les portent à la connaissance de la CLE et mettent en demeure les particuliers concernés par une zone à enjeu environnemental, une zone à enjeu sanitaire, ou un défaut majeur de fonctionnement de faire les travaux de réhabilitation.
B.5. FAVORISER L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION À DES DÉMARCHES SPÉCIFIQUES EN AGRICULTURE Cette action propose la promotion des dispositifs permettant de réduire les pollutions diffuses et accidentelles en champ ou sur le corps de l'exploitation agricole.
B.6. ACCOMPAGNER ET RELAYER LES ACTIONS DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE DES PRODUITS UTILISÉS DANS LES SIÈGES D'EXPLOITATION (BÂCHES, BIDONS, PRODUITS VÉTÉRINAIRES, PNEUS) Cette action propose la promotion des dispositifs permettant de réduire les pollutions diffuses et accidentelles.
B.7. PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE PRODUCTION MOINS EXIGEANTS POUR L'ENVIRONNEMENT (PRODUCTION INTÉGRÉE, AGRICULTURE BIOLOGIQUE, ...) Cette action propose la promotion de techniques de production moins exigeantes pour l'environnement.
B.8. RAISONNER LES PRATIQUES AGRICOLES EN TRAVAILLANT À L'ÉCHELLE DES CONSEILLERS ET DES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES

ACTIONS DU SAGE DE L'YSER
Prise en compte du risque de rejet des molécules dangereuses pour la qualité de l'eau dans le conseil et la commande réalisés auprès de l'exploitant.
B.9. FAIRE DE L'ENREGISTREMENT DES PRATIQUES AGRICOLES UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION Cette action propose d'accompagner les agriculteurs dans la maîtrise des outils de suivi des pratiques de fertilisation et phytosanitaires.
B.10. RÉDUIRE L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES EN AGRICULTURE Cette action propose d'accompagner les agriculteurs dans la réduction de l'usage des produits phytosanitaires.
B.11. OPTIMISER LA FERTILISATION DES SOLS Cette action propose d'accompagner les agriculteurs dans la réduction de l'usage des engrais minéraux.
B.12. PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU DANS L'AGRICULTURE Favoriser la mise en place de clapets anti-retour, de potence de remplissage, de protections de forage sur les points d'approvisionnements en eau de l'exploitation (réseau d'alimentation en eau potable, forages, cours d'eau).
B.13. S'ASSURER DE LA CONFORMITÉ DES AUTORISATIONS DE REJETS DÉLIVRÉES AUX INDUSTRIES ET À L'ARTISANAT Contrôler la conformité des autorisations de rejets délivrées aux industries et à l'artisanat et mettre en conformité les rejets non autorisés.
B.14. AMÉLIORER LES PERFORMANCES ÉPURATOIRES DES STATIONS D'ÉPURATION INDUSTRIELLES Contrôler la conformité des rejets de stations d'épuration industrielles et artisanales et mettre en conformité les rejets non conformes.
B.15. PROMOUVOIR UN USAGE EFFICACE, ÉCONOME ET DURABLE DE LA RESSOURCE EN EAU DANS LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET ARTISANALES Réduire l'usage de l'eau potable dans les processus industriels dès que cela s'avère possible (réemploi, eaux pluviales, ...).
B.16. RÉALISER UN DIAGNOSTIC DES DÉCHETTERIES Cette action prévoit la réalisation d'un diagnostic des déchetteries du bassin versant de l'Yser : étude des produits pris en charge et mise en place de nouveaux circuits de collecte.
B.17. RÉDUIRE L'USAGE DE SUBSTANCES DANGEREUSES CHEZ LES PARTICULIERS ET LES GESTIONNAIRES D'ESPACES PUBLICS (COMMUNES, COMMUNAUTÉS DE COMMUNES, CONSEIL GÉNÉRAL, DIR, SNCF) Promouvoir les techniques permettant de réduire l'usage des produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces publics et les aménagements permettant de limiter les conséquences du lessivage de produits dangereux sur les routes.
THÉMATIQUE 3 : RESTAURER LES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENIR LES ÉTIAGES
C.1. METTRE EN ŒUVRE ET SUIVRE LE PLAN DE GESTION ÉCOLOGIQUE (PGE) SUR LES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE L'YSER Les collectivités territoriales et leurs groupements assurent l'entretien et la restauration de l'Yser et de ses affluents dans le respect du Plan de Gestion Ecologique.
C.2. FAVORISER LA RÉHABILITATION ET L'ENTRETIEN DES RÉSEAUX DE MARES IDENTIFIÉS COMME PRIORITAIRES Les collectivités territoriales, leurs groupements et les particuliers restaurent les mares identifiées comme prioritaires sur le bassin versant de l'Yser.
C.3. PRÉSERVER LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE LONGITUDINALE Sensibiliser le grand public et les aménageurs afin d'empêcher tout aménagement faisant obstacle à la continuité écologique longitudinale et restaurer les continuités écologiques transversales.
C.4. PRÉSERVER ET RESTAURER LES ZONES HUMIDES Sensibiliser le grand public et soutenir les démarches visant à préserver et restaurer les zones humides.
C.5. LUTTER CONTRE LES ESPÈCES EXOTIQUES ET PLANTER DE LA RIPISYLVE La CLE et sa cellule d'animation mèneront un travail de fond de sensibilisation et de formation sur les espèces invasives et particulièrement les espèces végétales exotiques envahissantes. Cette communication évoquera également les espèces qui peuvent être plantées par les particuliers.

ACTIONS DU SAGE DE L'YSER
C.6. RESTAURER LES HABITATS DES COURS D'EAU Toute opération permettant de créer des habitats piscicoles (création de frayères, restauration de la continuité transversale, ...) et d'améliorer le fonctionnement hydromorphologique du cours d'eau sera entreprise en concertation avec les propriétaires / exploitants riverains.
THÉMATIQUE 4 : DÉVELOPPER LES RELATIONS TRANSFRONTALIÈRES (INTER-SAGE ET FRANCO-BELGES) POUR UNE GESTION ÉQUILIBRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU
D.1. PÉRENNISER L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU BASSIN VERSANT DE L'YSER Conduire ou s'associer à une étude prospective visant à garantir la satisfaction des besoins en eau potable à l'horizon 2050 sur le bassin versant de l'Yser.
D.2. PRÉSERVER LA NAPPE DES SABLES DU LANDÉNIEN DES FLANDRES Compléter la modélisation hydrogéologique flamande au territoire français afin de pérenniser l'exploitation de la ressource en eau souterraine des Sables du Landénien des Flandres.
THÉMATIQUE 5 : COMMUNIQUER, SENSIBILISER AUTOUR DE LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE
E.1. CONSTITUER UNE BASE DE DONNÉES ET UN TABLEAU DE BORD DE SUIVI DU SAGE Compléter annuellement le tableau de bord du SAGE afin de rendre compte de l'activité de la CLE et au besoin adapter la stratégie pour atteindre les objectifs de bon état.
E.2. DIFFUSER LES DOCUMENTS DU SAGE Diffuser et mettre à disposition du plus grand nombre la version définitive des documents du SAGE de l'Yser (versions informatique et papier).
E.3. ANIMER LE SAGE ET ASSURER SON SUIVI Rencontrer les acteurs du territoire pour assurer une mise en compatibilité efficace des documents du SAGE et mettre en œuvre le programme d'actions du SAGE.
E.4. METTRE EN PLACE DES OUTILS PERMETTANT LA VULGARISATION DU SAGE Élaborer tout type de document de communication (brochure, site internet, lettre d'information, ...) afin de partager les objectifs et mettre en œuvre les mesures du SAGE.
E.5. RENFORCER LA COORDINATION INTER-SAGE ET TRANSFRONTALIÈRE Des échanges réguliers doivent être entretenus pour la mise en œuvre des prescriptions du SAGE de l'Yser. Ces échanges pourront donner lieu à des documents de communication ou à des projets communs.

A. Gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau :

Le bassin versant de l'Yser est caractérisé par une amplitude extrême de ses débits entre la période de hautes eaux et la période de basses eaux. Certains rejets peuvent être particulièrement pénalisants pour la qualité de la ressource en eau superficielle. Dans ce cadre le règlement du SAGE de l'Yser propose deux règles permettant de mieux cadrer la qualité des rejets effectués au milieu naturel :

Règle 1 : Rejets de substances déclassantes.

Pour les Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) soumis à autorisation ou déclaration, ainsi que pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumis à autorisation ou enregistrement, les nouveaux rejets dans les cours d'eau ne doivent pas entraîner de dégradation de l'état du cours d'eau et doivent permettre l'atteinte du bon état, en application de la directive cadre sur l'eau.

Pour les nouvelles stations d'épuration ou celles faisant l'objet d'un projet de réhabilitation, les rejets sur les paramètres déclassants doivent respecter les valeurs seuils suivantes :

Taille/Paramètres	2 000EH<STEP<10 000EH	10 000EH<STEP<100 000EH	>100 000EH
DCO	90 mg/l	90 mg/l	90 mg/l
DBO5	20 mg/l	20 mg/l	20 mg/l
MES	30 mg/l	30 mg/l	30 mg/l
NGL (moy. annuelle)	15 mg/l	15 mg/l	15 mg/l
Pt (moy. annuelle)	2 mg/l	2 mg/l	1 mg/l

Règle 2 : Autorisations de déversement :

Les ICPE soumises à autorisation, déclaration ou enregistrement (articles L.512-1, L. 512.7 et L.512-8 du code de l'environnement) ainsi que les IOTA soumises à autorisation ou déclaration (articles L.214-1 et L.214-2 du code de l'environnement) doivent disposer, pour l'instruction de leur dossier d'une autorisation de déversement au réseau d'assainissement pour les eaux usées et pour les eaux pluviales lorsque l'infiltration ou le rejet au milieu naturel n'est pas possible.

B. Assurer la continuité écologique des cours d'eau :

Règle 3 :

Afin de préserver ou d'améliorer la dynamique naturelle des cours d'eau, les nouveaux ouvrages, travaux ou les nouvelles activités, réalisés dans le lit mineur d'un cours d'eau, visés à l'article R.214-1 du Code de l'environnement, soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article L.214-2 du même Code, concernant les opérations de modification du profil en long et / ou en travers ne peuvent être conduits que s'ils revêtent un caractère d'intérêt général comme défini par l'article L.211-7 du Code de l'environnement ou s'ils s'inscrivent dans un objectif d'amélioration environnementale (par exemple une renaturation de cours d'eau ou un reméandrage) ou de lutte contre les inondations. Dans tous les cas, ils doivent être compatibles avec la circulation de l'eau, des poissons et le transport sédimentaire.

La destruction de tronçons de rivière consécutive à ces aménagements, donne lieu à une compensation et une renaturation des milieux détruits par le porteur de projet conformément aux prescriptions des services de l'État.

C. Préserver les zones humides et les milieux aquatiques :

Règle 4 :

Les IOTA soumises à déclarations et autorisations délivrées au titre de la loi sur l'eau (article L. 214-1 du code de l'environnement), ainsi que les ICPE soumises à enregistrements, déclarations et autorisations (articles L. 512-1 et suivants), ne doivent pas conduire au remblaiement, à l'exhaussement de sol, aux dépôts de matériaux et / ou à l'assèchement total ou partiel de zones humides. Ces opérations, si elles sont décidées, doivent revêtir le caractère d'intérêt général comme défini par l'article L. 121-9 du code de l'urbanisme. La cartographie des zones humides identifiées est annexée au document (cf. III.A).

D. La gestion des eaux pluviales :

Règle 5 :

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, visés à l'article L.214-1 du Code de l'environnement soumis à déclaration ou autorisation au titre de l'article L.214-2 du même Code, ainsi que les installations classées pour la protection de l'environnement, visées aux articles L.512-1 du Code de l'environnement et L.512-8 du même Code, ne doivent pas aggraver le risque d'inondation.

Dans le cas d'un rejet au milieu superficiel, tout projet d'aménagement donnant lieu à une imperméabilisation définit avec précision le débit de fuite au milieu récepteur avant aménagement.

Lorsque l'infiltration n'est pas possible, le débit de fuite à appliquer dans le cadre des mesures compensatoires à l'imperméabilisation ne doit pas dépasser la valeur avant aménagement et doit respecter les prescriptions de rejets émises par les services instructeurs de l'État (doctrine "Eaux pluviales"). Ainsi le débit de fuite à appliquer correspond à la valeur la plus contraignante des deux (débit de fuite initial ou prescription des services instructeurs de l'État).

Les pétitionnaires et les autorités compétentes prennent en considération la totalité du bassin versant situé en amont d'un projet d'aménagement urbain futur pour le dimensionnement de ces ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Dans ce sens, le recours à des techniques alternatives (réalisation de noues ou de fossés, chaussées drainantes, ...) ou de bassins de tamponnement doit être privilégié pour gérer les eaux sur les zones nouvellement aménagées. Cette règle concerne également les aménagements complémentaires et extensions des projets susvisés soumis à autorisation ou déclaration.